



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

---

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Mardi 26 mars 2024

|  |    |
|--|----|
| Politique européenne.....  | 2  |
| Le PSD exige un changement de politique européenne de la Finlande en matière d'aides d'État .....                            | 2  |
| Point de vue.....  | 3  |
| La ministre des Finances Riikka Purra est en train de tuer l'enfant chéri d'Orpo .....                                       | 3  |
| Suzanne Innes-Stubb change d'emploi .....  | 5  |
| Loi d'exception sur les frontières.....  | 5  |
| Gardes-Frontières – Aviation.....  | 6  |
| Il reste deux candidats pour remplacer l'avion de surveillance des gardes-frontières .....                                   | 6  |
| Traficom n'autorise pas les vols d'une compagnie aérienne turque vers la Finlande en raison de liens avec la<br>Russie ..... | 7  |
| Le nickel russe passe par la Finlande, unique voie vers l'UE .....   | 8  |
| Les transports de produits russes constituent un business rentable .....   | 8  |
| THL soutient une fiscalité basée sur la santé .....  | 10 |
| Le taux de natalité a baissé dans tous les pays nordiques en 2022.....   | 10 |
| La plus grande crise de la Finlande .....  | 10 |

## **Politique européenne**

### ***Le PSD exige un changement de politique européenne de la Finlande en matière d'aides d'État***

Le président du PSD, Antti Lindtman, propose un instrument financier commun pour l'UE, qui empêcherait la concurrence entre les Etats membres pour les aides d'État.

"La Finlande a besoin d'initiatives positives. Nous aurions besoin d'un fonds d'investissement européen, d'un cadre européen commun qui permettrait également aux entreprises finlandaises d'être compétitives pour recueillir les investissements."

Le PSD a adopté cette position la semaine dernière lors de la réunion du conseil du parti.

Selon Lindtman, il n'y a aucune perspective d'un retour à l'ancienne ligne dans l'UE, où les aides publiques étaient perçues négativement, et il estime que le gouvernement de Petteri Orpo devrait le reconnaître.

"Il arrive trop souvent que la Finlande se retrouve isolée dans son grand Nord en pensant avoir raison contre tous les autres", explique Lindtman.

Selon lui, le PSD partage les principes du gouvernement en matière de libre concurrence, de bon fonctionnement du marché intérieur et de politique stricte des aides de l'État.

"C'est l'idéal, mais malheureusement la ligne de la Finlande vacille dans le monde qui a changé et où les grandes puissances se disputent les investissements et les emplois liés à la transition verte."

Selon Lindtman, la Finlande ne s'en sortira pas dans la compétition pour les aides d'État, où notamment les grands pays de l'UE, l'Allemagne et la France, investissent des milliards d'euros pour soutenir leurs propres entreprises. La concurrence pour les subventions aux entreprises a commencé après que les États-Unis ont commencé à soutenir les investissements dans la transition verte.

Début février, la Confédération finlandaise du commerce et de l'industrie, le patronat EK est arrivée à la même conclusion que le PSD. EK a proposé que la Finlande commence à étudier un instrument de financement des investissements au niveau européen, grâce auquel les meilleurs projets stratégiquement importants seraient financés afin d'empêcher la concurrence pour les aides d'État entre les grands pays membres.

EK a fondé sa position sur un rapport de l'ancien secrétaire général du ministère du Travail et de l'Économie, Raimo Luoma, ancien conseiller du PSD.

Selon Lindtman, tous ceux qui ont discuté de la question ont déclaré qu'il n'y avait pas de retour aux anciennes politiques.

Lindtman dit la même chose qu'EK : les aides publiques devraient être orientées vers les meilleures compétences selon des principes mutuellement convenus.

"La Finlande aurait alors également une chance de tirer son épingle du jeu. Dans le cas contraire, nous risquons de nous retrouver sans les emplois de la transition verte et les recettes fiscales qui en découlent. »

Selon Lindtman, si un tel instrument commun devait émerger, il permettrait un retour à des règles communes en matière d'aides d'État dans l'UE.

Selon lui, le nouvel instrument financier pourrait être financé par les fonds propres de l'UE, par exemple par une taxe sur les marchés financiers couvrant l'ensemble de l'UE, qui serait prélevée sur les transactions boursières et autres transactions sur les marchés financiers.

Selon Lindtman, une autre possibilité pourrait être trouvée dans les revenus issus des échanges de droits d'émission.

Il propose l'utilisation de tels fonds propres et non une dette commune des pays de l'UE, que l'UE a utilisée pour financer l'outil de relance de l'UE après la pandémie.

Lindtman voit émerger plusieurs signes indiquant que la Finlande est en train de devenir un frein au développement de l'UE. Le PSD a laissé entendre la semaine dernière qu'il envisageait une motion de censure sur la politique européenne du gouvernement Orpo.

Malgré les résultats du gouvernement et son allergie à la dette commune, le débat sur le développement de l'UE s'accélère avant les élections européennes. Outre les investissements industriels, l'UE s'empresse d'augmenter les investissements dans la défense.

Atte Harjanne, président du groupe parlementaire des Verts et candidat aux élections européennes, a proposé lundi que le budget actuel de l'UE soit renforcé en y versant une partie des recettes nationales de l'impôt sur les sociétés.

HS

### **Point de vue**

#### ***La ministre des Finances Riiikka Purra est en train de tuer l'enfant chéri d'Orpo***

En septembre 2020, Petteri Orpo déclarait : « Le lancement de la coalition mondiale des ministres des Finances pour le climat est une réalisation dont je suis particulièrement fier. C'est un succès diplomatique de la Finlande. La Finlande doit continuer à en assurer la présidence active ».

Orpo n'avait quitté ses fonctions de ministre des Finances qu'en juin 2019. Et c'est comme ministre des Finances qu'il avait lancé une coalition des ministres des Finances pour le climat, en avril 2019 à Washington. Les lignes directrices de cette coopération sont également appelées les Principes d'Helsinki.

Le groupe est important dans le sens où plus de 90 pays sont impliqués. Leurs émissions climatiques représentent 40% des émissions mondiales, et leur part du produit intérieur brut mondial approche les 70%.

L'objectif de la coopération est d'intégrer la lutte contre le changement climatique dans la politique économique et les décisions financières. Les moyens du travail climatique sont donc la fiscalité, le budget, le financement et les marchés publics.

Orpo est certainement très sincèrement fier du travail pour le climat des ministres des Finances, qu'il a lui-même initié. Il se présente d'ailleurs sur Twitter comme Premier ministre, Président du parti de la coalition nationale et fondateur de la coalition pour le climat des ministres des Finances. Le fait que le tweet d'Orpo soit accompagné d'une photo de lui rencontrant le Pape montre également sa fierté. Le pape n'avait pas invité le ministre des Finances de la petite Finlande, mais spécifiquement les membres de la coalition climatique.

Aujourd'hui, l'héritage d'Orpo est poursuivi par Riiikka Purra, présidente des Vrais Finlandais.

Purra n'a montré aucun enthousiasme quant à l'utilisation du budget de l'État, de la fiscalité ou d'autres moyens pour lutter contre le changement climatique.

Au contraire. En janvier, Purra a été invitée lors d'un séminaire à commenter les recommandations climatiques des économistes auteurs du rapport du Conseil d'évaluation de la politique économique. Purra a refusé de répondre et demandé que les questions suivantes soient liées à son domaine de ministre des Finances.

Le Conseil d'évaluation n'est pas le seul organisme économique à mettre en garde contre l'absence de mesures climatiques. En mars, le FMI a exhorté la Finlande à renforcer ses puits de carbone et à tarifier ses émissions. De même, l'OCDE a énuméré des mesures nécessaires.

Il se peut que Purra ne s'intéresse pas à la lutte contre le changement climatique. Mais l'opinion selon laquelle cette question n'est pas liée aux finances publiques finlandaises est plutôt isolée.

HS

#### ***Le Règlement sur la restauration de la nature peut-il renaître malgré l'opposition de la Finlande ?***

Le gouvernement reste attaché aux objectifs de l'UE visant à lutter contre la perte de la nature, même s'il empêche l'adoption du règlement sur la restauration de la nature, a déclaré le ministre de l'Environnement et du Climat Kai Mykkänen.

La Finlande est impliquée dans l'accord international Kunming-Montréal, qui fixe l'objectif de protéger 30% des zones terrestres et maritimes au cours de cette décennie. En outre, 30% des écosystèmes affaiblis sont inclus dans le champ des mesures de restauration.

Les obligations de protection et de restauration sont également incluses dans la stratégie de l'UE pour la biodiversité qui stipule, par exemple, que toutes les forêts anciennes et naturelles de l'UE doivent être incluses dans le champ d'application d'une protection stricte.

Le gouvernement est-il toujours déterminé à atteindre ces objectifs ?

"Le gouvernement est attaché à ses obligations internationales", déclare Mykkänen.

Il dit que le gouvernement prépare un engagement en faveur de la biodiversité, qui est pratiquement un plan sur la manière dont la Finlande mettra en œuvre les obligations de l'accord Kunming-Montréal. Selon le ministère de l'Environnement, le plan devrait être achevé cette année. Le gouvernement s'est opposé au règlement sur la restauration en raison des coûts estimés.

"[Ces coûts] sont liés à l'interprétation de la soi-disant interdiction d'affaiblissement, dans notre cas, notamment en ce qui concerne les forêts utilisées pour l'économie. Et à quel point la foresterie serait limitée dans la région. Le deuxième type de coûts concerne le niveau des obligations de restauration des types d'habitats très répandus, en particulier pour l'année 2040. Dans ces domaines, les effets sont particulièrement lourds pour la Finlande, et d'une manière difficile à évaluer", explique Mykkänen.

Mykkänen fait référence à l'analyse d'impact initiale de la Commission, qui estimait le coût annuel du règlement à plus de 900 millions d'euros pour la Finlande. Au fur et à mesure des négociations, le coût est tombé à plus de 700 millions d'euros.

Cependant, le règlement ne détermine pas le type d'actions que chaque pays doit entreprendre, mais les pays membres élaboreront plutôt leurs propres plans de restauration.

Qu'est-ce qui empêcherait le gouvernement de choisir les mesures les moins onéreuses pour atteindre les objectifs ?

Mykkänen ne répond pas directement à la question, mais répète son message selon lequel les coûts sont difficiles à estimer. "À ce stade, on ne sait toujours pas quel type de procédures la commission acceptera dans les plans nationaux de restauration, si le règlement entre en vigueur." La Commission a justifié la nécessité d'un règlement de restauration par le fait que l'UE n'a pas réussi jusqu'à présent à arrêter la détérioration de la nature et de l'environnement avec des stratégies basées sur le volontariat.

Pour quelle raison pouvons-nous croire que le volontarisme fonctionnerait cette fois-ci ?

« De nombreux processus prennent du temps. Si l'on considère par exemple l'impact des programmes de certification forestière, la quantité de bois pourri dans les forêts commerciales du sud de la Finlande a plus que doublé en 40 ans. Nous avons beaucoup de travail à faire, et l'impact sur le développement des espèces peut aussi se produire avec du retard. Cela ne signifie en aucun cas que des mesures supplémentaires ne soient pas nécessaires."

"En fin de compte, il s'agit de savoir quel est le degré d'action évalué par chaque individu", explique Mykkänen. "Dans quelle mesure sommes-nous prêts à accepter des règles strictes et contraignantes de la part de l'UE pour les États membres ? Dans quelle mesure sommes-nous convaincus que si l'alternative consiste à prendre le risque de règles trop contraignantes, il est alors préférable, à certains égards, de recourir à des réglementations nationales ? »

Finalement, le décret de restauration n'est pas encore abandonné, mais reste sur la table. La Belgique, qui mène les négociations, a déclaré qu'elle essayait de trouver une majorité derrière le règlement.

Mykkänen ne répond pas directement à la question de savoir si le gouvernement souhaite que le règlement tombe.

"Donnons à la présidence belge la tranquillité d'esprit pour qu'elle puisse sortir de cette situation."

"Soit une majorité sera trouvée en sa faveur d'une manière ou d'une autre, soit la question sera laissée en suspens plus longtemps, et plus tard elle sera modifiée, ou quelque chose de complètement nouveau sera proposé à sa place."

HS

### ***Le patronat EK demande des fonds européens pour l'est de la Finlande***

La Confédération des entreprises (EK) propose que l'est de la Finlande devienne une zone économique spéciale afin de stimuler l'économie et la vitalité de la région. La zone économique spéciale couvrirait six zones : Etelä Karelia, Etelä Savo, Kainuu, Kymenlaakso, Pohjois Karelia et Pohjois Savo.

Dans la proposition d'EK, la zone économique spéciale serait mise en œuvre avec quatre séries de mesures, avec l'aide desquelles les activités commerciales seraient accélérées et les infrastructures de la région seraient renforcées.

"Les mesures visent à créer une croissance économique saine dans l'est de la Finlande, qui générera davantage de PIB pour l'économie nationale.

Atteindre cet objectif nécessite également l'aide des pouvoirs publics", déclare Harri Broman, président du conseil d'administration d'EK, dans un communiqué de presse.

Tout d'abord, selon EK, les fonds européens doivent être canalisés vers l'est de la Finlande. Selon EK, la Finlande devrait renforcer sa coopération avec les pays baltes et la Pologne afin de créer dans l'UE un instrument financier permettant de renforcer la position stratégique des pays voisins de la Russie.

En outre, il faudrait chercher des moyens d'utiliser les fonds actuels inutilisés de l'UE au profit de l'est de la Finlande.

Selon EK, les opportunités de financement de l'OTAN devraient également être étudiées.

Les investissements dans la transition énergétique et verte devraient également être alloués à la région de l'Est de la Finlande. Pour cette raison, EK propose d'actualiser le plan de développement de Fingrid afin de créer un nouveau réseau électrique dans l'est de la Finlande.

EK propose également d'améliorer les liaisons aériennes, d'augmenter les investissements dans le tourisme et un programme quinquennal pour le haut débit.

Comme quatrième mesure, EK propose de mettre en œuvre des projets pilotes qui accélèrent la croissance des entreprises, qui résolvent la pénurie de main d'œuvre compétente, facilitent les changements de propriétaire et améliorent la disponibilité des services et du financement aux entreprises.

En plus de ces mesures, EK propose de nommer un « envoyé spécial qui dirigerait l'ensemble des mesures ». Sa tâche serait de diriger et de coordonner la coopération des acteurs de la région sous l'autorité du Premier ministre et du gouvernement et d'assurer la réalisation des objectifs.

EK estime que les mesures coûteront environ 100 à 120 millions d'euros par an, mais qu'une partie des coûts pourrait être couverte par un financement supplémentaire de l'UE.

"La situation dans l'est de la Finlande est grave et exceptionnelle, tant du point de vue économique que sécuritaire. Il est dans l'intérêt du pays tout entier, mais aussi de l'UE, que l'est de la Finlande reste dynamique et habité", déclare Broman.

Selon l'enquête auprès des entreprises réalisée par EK en février, la situation et les perspectives des entreprises dans l'est de la Finlande sont nettement plus sombres que dans le reste du pays.

Environ 44% des entreprises employant des employeurs dans l'est de la Finlande estiment que leur rentabilité va diminuer cette année, alors que ce chiffre est de 33% pour l'ensemble du pays.

HS

## **Présidence**

### ***Suzanne Innes-Stubb change d'emploi***

Le Bureau du Président annonce que *Suzanne Innes-Stubb*, épouse du Président *Alexander Stubb*, a démissionné de *Kone*. Elle commence à travailler pour l'université d'*Aalto*.

À l'université, elle sera l'une des principales expertes du marché du travail dans le domaine du droit des affaires et enseignera également le droit des affaires au niveau master. Son contrat de trois ans et à temps partiel commence le 1er septembre. Innes-Stubb continuera à travailler pour *Kone* jusqu'au 14 juin.

« Après mûre réflexion, je pense que mon nouveau poste m'offre de meilleures opportunités de travailler pour la Finlande, également en tant qu'épouse du Président de la République », a déclaré Innes-Stubb dans un communiqué de presse.

HBL/11

## **Loi d'exception sur les frontières**

### ***Des avis critiques sur le projet de loi***

Selon l'évaluation actuelle des autorités, il est peu probable que la Russie commence à amener des demandeurs d'asile à la frontière terrestre entre la Finlande et la Russie, car cela entraînerait également une situation tendue dans la zone frontalière de la Russie, selon le ministère de l'Intérieur. Cependant, le risque d'une propagation rapide du phénomène aux frontières terrestres existe et il faut s'y préparer, souligne le ministère.

Selon le chef du Département des frontières et de la mer du ministère de l'Intérieur, le général Matti Sarasmaa, la question essentielle est désormais de savoir si la Russie veut s'en tenir à laisser passer des migrants aux points de passage frontaliers ou si elle veut étendre le phénomène au reste de la frontière terrestre, auquel cas la situation deviendrait floue également de leur point de vue.

La période des avis sur le projet de loi s'est terminée lundi et le projet sera ensuite retravaillé sur la base des commentaires critiques.

"Nous devrions rapidement savoir s'il faut ou non poursuivre l'élaboration de la loi ou s'il faut trouver une autre voie. L'objectif est que la première version soit prête juste après Pâques", explique Sarasmaa.

La loi serait en conflit avec les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et la Constitution, ce qui est admis dans le projet. Par conséquent, elle ne devrait être promulguée à titre de loi d'exception que, par exemple, dans les situations où il existe une menace grave à la sécurité nationale.

Selon les informations de STT, des précisions doivent être apportés au projet de loi actuel pour qu'il ait une chance d'avancer [au Parlement]. Dans son avis, le chancelier de la justice Tuomas Pöysti exige entre autres plusieurs précisions sur le projet. Cependant, il estime qu'après des clarifications, la loi pourrait être promulguée si elle était absolument nécessaire.

HS

## ***Gardes-Frontières – Aviation***

### ***Il reste deux candidats pour remplacer l'avion de surveillance des gardes-frontières***

Les gardes-frontières utilisent actuellement deux avions de surveillance Dornier 228, le projet visant à les remplacer a débuté en 2019. Le gouvernement a accordé au projet dit MVX un budget de 163 millions d'euros en 2022.

L'achat d'avions pour les gardes-frontières a progressé. On ne négocie plus qu'avec deux fournisseurs, a déclaré le chef de projet MVX, le major Kenneth Rosenqvist. Le contrat de fourniture doit être conclu cet été et les appareils doivent être mis en service au cours des années 2026–2027.

« Les Dornier ont été mis en service en 1995, la nécessité de les remplacer était donc connue depuis longtemps. La guerre en Ukraine a toutefois modifié rapidement et considérablement la situation sécuritaire de la Finlande. Dans la pratique, on reconnaît que le simple remplacement des capacités actuelles ne suffit pas, mais que certaines capacités doivent être développées ».

Selon Rosenqvist, les nouveaux appareils seront meilleurs que les appareils actuels à bien des égards. Par exemple, les Dorniers peuvent voler pendant un peu plus de trois heures avant de devoir faire le plein, tandis que les nouveaux pourront voler jusqu'à huit heures.

De plus, on passera à des avions à réaction, avec lesquels « il est possible de voler considérablement plus haut et plus vite. D'un autre côté, on nous a garanti que les futurs appareils pourront voler suffisamment bas et silencieusement », explique Rosenqvist.

Des améliorations seront également apportées aux systèmes de contrôle. Le projet mentionne, entre autres, le développement des transmissions de données en temps réel et cryptées et leur intégration dans l'image situationnelle et les systèmes de gestion des Forces armées.

« Les systèmes actuellement utilisés ont été mis à jour sur les appareils actuellement en service au cours des années 2009–11. Le simple fait de remplacer les capteurs par des modèles plus modernes améliorera considérablement la capacité de surveillance », explique Rosenqvist.

L'appel d'offres proprement dit pour le projet a débuté en 2022. Parmi les neuf fournisseurs candidats, les options ont d'abord été réduites à quatre, puis à deux. Initialement, le contrat d'achat devait être signé d'ici la fin de l'année dernière, mais en décembre, les gardes-frontières ont déclaré que le calendrier serait reporté à l'été.

Rosenqvist décrit le projet MVX comme le projet d'acquisition d'avion le plus grand et le plus complexe jamais réalisé par les gardes-frontières et aussi le plus gros investissement. Il s'agit d'un projet stratégique similaire au renouvellement des navires de patrouille des gardes côtes et de construction de la barrière frontalière orientale.

« La mise en œuvre de plusieurs acquisitions significatives en même temps nécessite beaucoup de savoir-faire et de ressources humaines ».

En début d'année, le projet MVX a commencé par le recrutement de trois ingénieurs, deux mécaniciens de maintenance et un pilote. Le pilote sera formé pour le futur avion MVX.

« Le recrutement du personnel progresse comme prévu. Les postes n'ont pas encore été pourvus, car les processus de sélection et d'habilitation des nouvelles personnes prennent du temps », explique Rosenqvist.

Le major Rosenqvist continue lui-même de voler chaque semaine. Selon lui, le travail du pilote ne changera pas beaucoup avec les nouveaux appareils. « Certains de mes collègues ont piloté des Dorniers toute leur carrière, soit vingt ans. L'opportunité de voler avec un nouvel avion et d'apprendre quelque chose de nouveau est passionnante ».

L'une des tâches les plus importantes des avions de surveillance des gardes-frontières est le contrôle des frontières terrestres et maritimes de la Finlande. Les tâches de recherche et de sauvetage, la prévention des dommages environnementaux et la coopération internationale sont également importantes. Rosenqvist met particulièrement en avant les deux dernières.

« Rien d'autre que les avions ne peut détecter, mesurer et documenter les fuites d'hydrocarbures en mer avec autant d'efficacité. Une marée noire en mer change de forme et se déplace constamment, et elle ne peut pas être suffisamment observée depuis les navires de surface ».

Selon Rosenqvist, les Dorniers a joué un rôle important, par exemple, dans la marée noire de 2019 près du phare de Suomen Leijona dans la mer Baltique, à 46 kilomètres au sud-ouest d'Utö.

En outre, les Dorniers ont régulièrement participé aux activités coordonnées de l'agence européenne de sécurité des frontières Frontex, principalement en méditerranée.

KS

<https://www.ksml.fi/uutissuomalainen/6650783>

## **Aviation**

### ***Traficom n'autorise pas les vols d'une compagnie aérienne turque vers la Finlande en raison de liens avec la Russie***

Traficom a annoncé qu'elle n'autoriserait pas les vols de Southwind Airlines vers la Finlande en raison de liens avec la Russie. La compagnie aérienne enregistrée en Turquie avait demandé une autorisation à l'agence finlandaise des transports et des communications Traficom pour démarrer son trafic aérien.

"Dans notre évaluation globale, nous avons considéré que la propriété principale et le contrôle effectif de Southwind Airlines n'appartiennent pas aux Turcs. Selon notre évaluation, il y a des parties russes derrière l'entreprise", déclare le PDG Jarkko Saarimäki dans le communiqué de presse de Traficom.

Le communiqué indique que les opérations de la compagnie aérienne ne seraient pas conformes aux réglementations de l'UE concernant les sanctions russes.

Helsingin Sanomat avait précédemment rapporté, sur la base d'informations du journal allemand Bild, que la compagnie aérienne aurait pour objectif de transporter des migrants vers les frontières de l'UE. Selon Bild, le siège de la compagnie aérienne serait en Turquie, mais une partie de ses avions et de son personnel proviendrait de la compagnie russe Nordwind Airlines.

HS

## **Economie - Russie**

### ***Selon la banque de Finlande, l'économie russe se dirige vers une impasse***

L'économie russe va s'affaiblir considérablement au cours des prochaines années, prédit la Banque de Finlande.

La croissance économique ralentit à 1% et n'est plus soutenue par le généreux financement public de l'industrie militaire.

Le commerce extérieur a fortement diminué à cause des sanctions. En outre, la Russie commence à connaître une énorme pénurie de main-d'œuvre.

Les industries qui reçoivent des revenus de l'industrie militaire se portent bien, mais la consommation privée se développe peu.

"Le secteur public, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, connaît des problèmes majeurs qui affaiblissent les conditions de la croissance économique. Plus la guerre en Ukraine se poursuit, plus l'économie se dirigera vers une impasse dans les années à venir », déclare Iikka Korhonen, chef de l'unité de recherche sur les économies émergentes de la Banque de Finlande.

HS

### ***Le nickel russe passe par la Finlande, unique voie vers l'UE***

#### ***Les engrais russes aussi***

Yle rend compte des importations en Finlande du nickel russe, qui une fois transformé en Finlande, part vers l'UE. Le cuivre, en tant que résidu du processus, repart ensuite en Russie, dans le cadre du commerce intérieur du groupe Nornickel.

La Finlande se trouve effectivement dans une situation particulière. La dépendance dans les matières premières russes semblerait être sans fin.

L'usine de transformation à Harjavalta, près de Pori, Nornickel Harjavalta est en possession russe depuis 2007. Le nickel russe n'est transformé nulle part ailleurs dans l'UE.

Le cuivre est un matériau demandé, par exemple dans l'industrie de défense et aéronautique. Depuis le début de la guerre en Ukraine, la demande a encore augmenté.

Selon le directeur général de Nornickel Harjavalta, Joni Hautojärvi, le cuivre de Harjavalta n'est pas destiné à l'usage d'un seul secteur industriel russe en particulier.

La plupart est exporté sur le marché mondial pour un usage "habituel", selon lui. La part exportée en Russie ne représente que quelques pourcents de l'ensemble de la production de nickel du groupe et ne constitue pas une quantité significative pour le groupe.

La part de la Russie pour toutes les exportations de cuivre a varié entre 80 et 84 % en 2021-2023.

L'usine de Harjavalta fait partie d'un des groupes miniers les plus importants du monde, Nornickel, dont le PDG Vladimir Potanin figure sur les listes de sanctions des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada mais pas de l'UE. Le nickel et les engrais russes, matériaux critiques pour l'approvisionnement en denrées alimentaires et pour l'industrie, ne sont pas concernés par les sanctions de l'UE.

La guerre a arrêté les importations russes en Finlande, mais pas celles du nickel. L'année dernière, 90 % du nickel importé en Finlande venait de Russie.

L'UE est dépendante de ces importations. Selon Pekka Suomela, directeur de l'association de l'industrie minière, l'alternative serait une dépendance encore plus importante du nickel indonésien ou chinois produit avec des énergies fossiles.

La Finlande constitue une voie également pour le passage des engrais russes, par le port de Kotka. La guerre a fait chuter le volume : contre 93,3 millions d'euros en 2022, les engrais importés en Finlande représentaient 5,5 millions d'euros l'année dernière.

En même temps, des engrais pour 8 millions d'euros passaient par l'Estonie, pour 11 millions d'euros par la Lettonie et pour 40 millions d'euros par la Lituanie. Or, dans ces pays aussi, les chiffres ont beaucoup diminué par rapport à 2022.

De Finlande, les engrais ont été principalement exportés en Afrique et en Amérique du Sud.

La Russie reste le plus grand exportateur des engrais et un exportateur important de l'ammoniaque.

Economiste auprès de l'institut de recherche de Pellervo, PTT, Pekka Kinnunen, relève que la production des engrais demande beaucoup d'énergie. Des moyens alternatifs ont été recherchés, mais le changement n'est ni simple ni rapide. Selon Kinnunen, il manque la volonté politique suffisante pour mettre en place les investissements nécessaires, en tout cas à l'heure actuelle.

Yle

### ***Les transports de produits russes constituent un business rentable***

Le groupe de transports coté à la bourse Nurminen Logistics transporte du nickel et des engrais russes en Finlande.

Parmi les actionnaires du groupe, il y a le plus grand fond de pension de Finlande, Ilmarinen. La fermeture de la frontière concernant les passagers n'a pas arrêté des transports de fret, ni ne l'ont fait les grèves en cours qui ont toutefois fermé les ports et les transports ferroviaires de marchandises.

Ni le nickel ni les engrais russes ne sont concernés par les sanctions. La Finlande n'a pas pris de décision séparée pour autoriser leur importation : les transports sont généralement approuvés comme elles ne sont pas interdites.

Au port de Kotka, les engrais sont, selon Yle, chargés par un opérateur aux antécédents russes, Fertilog oy, qui n'a pas répondu aux prises de contact d'Yle.

En 2023, l'action de Nurminen Logistics était la plus rentable de la bourse de Helsinki avec une amélioration de 109 % par rapport à l'année précédente. Comme le groupe de chemins de fer VR a arrêté ses transports de marchandises vers la Russie après l'attaque russe, Nurminen a créé une filiale North Rail à l'hiver 2023 pour gérer ces transports. Pendant quelque temps, Operail Finland oy (appartenant à l'Etat estonien) s'est occupé des transports.

Nurminen Logistics relève à Yle qu'une partie des transports est demandée par les autorités finlandaises au titre de travail indispensable qui pourrait être mis en danger durant un conflit social. Selon Nurminen, le groupe contribue à un travail patriote. A la question de savoir de quelles autorités il est question, Yle n'a pas eu de réponse de la part de Nurminen.

Selon Yle, il ne s'agit pas de l'agence Traficom, ni du centre de sécurité des approvisionnements, du ministère de l'Emploi et de l'Economie, de l'équipe chargée des sanctions auprès du ministère des Affaires étrangères, du ministère des Transports et des Communications, ni du secrétariat du Premier ministre.

Le groupe d'investissements Railcap, anciennement Ruscap, du directeur général de Nurminen Logistics, Olli Pohjanvirta, est actionnaire dans North Rail à hauteur de 10,1 %. Pohjanvirta connaît bien la Russie et y a travaillé comme juriste avant 2005. Pohjanvirta est également membre dans le directoire de la banque d'investissements Norte Capital oy dont les principaux représentants sont des nationaux finlandais aux antécédents russes.

Yle relève qu'il a eu du mal à découvrir l'actionnaire qui détient 10,1 % des actions de North Rail. Trois mois après la première des nombreuses prises de contact, il a pu avoir accès, en janvier, sur place au siège social du groupe à Helsinki, à la liste des actionnaires. La législation prévoit qu'une telle liste soit accessible à tout le monde au siège social.

Il s'est avéré que le groupe Fagernäs Invest de Matti Eestilä étaient ces actions de 10,1 %.

Eestilä a d'abord nié qu'il avait des actions de North Rail, et a ensuite rappelé que les transports en question n'étaient pas soumis aux sanctions de l'UE.

Ni Pohjanvirta, ni la présidente du directoire de Nurminen Logistics Irmeli Rytönen n'ont souhaité accorder d'interview.

Les plus grands actionnaires de Nurminen Logistics, Suka Invest oy (16,17 %) et son directeur général Kari Hautanen se félicitent de la rentabilité de Nurminen dans le contexte extrêmement difficile de la guerre en Ukraine. « Nous continuons à considérer que les activités du groupe sont éthiquement et écologiquement durables et de plus, rentables », écrit Hautala dans sa réponse à Yle.

Le fond de pension Ilmarinen est le deuxième actionnaire avec une part de 14,92 % des actions.

Le vice-directeur général Mikko Mursula évoque un actionnariat actif qui permet d'influencer en promouvant une approche responsable favorable pour les affaires et en évoquant les risques qui les gênent. Selon lui, il est important pour Ilmarinen que les groupes dans lesquels il est actionnaire respectent les sanctions. « Nous n'approuvons pas de rendre possible le commerce avec la Russie en contournant les sanctions. »

Le professeur Veli-Pekka Tynkkynen de l'institut Aleksanteri, spécialisé dans l'économie énergétique russe, a constaté, dès 2022, que le business autour des matières primaires avec la Russie servait de façon essentielle à financer la guerre de Poutine.

Yle

## **Santé**

### **THL soutient une fiscalité basée sur la santé**

L'Institut national pour la santé et le bien-être *THL* soutient le renforcement des taxes sur les aliments nocifs pour la santé. *THL* soutient une taxation des produits en fonction de la teneur en sucre, en sel et en graisse. Selon *THL*, cette modification s'inscrirait dans le prolongement de la réforme déjà décidée de la taxation des boissons non alcoolisées.

Selon la *THL*, la nutrition joue un rôle important dans la prévention des maladies courantes. Bien que les habitudes alimentaires des Finlandais se soient améliorées au cours des dernières décennies, les gens consomment encore trop de sucre, de sel et de graisses saturées pour leur santé.

Selon la *THL*, l'augmentation de l'obésité entraîne une hausse significative des dépenses de santé. En Finlande, 30 % des femmes et 27 % des hommes sont obèses.

HS/A13

## **Démographie**

### **Le taux de natalité a baissé dans tous les pays nordiques en 2022**

Le nombre d'enfants nés dans les pays nordiques a diminué de 8,3 % en 2022, selon les données de l'Institut national de la santé et du bien-être *THL*. Il s'agit de la plus forte variation annuelle du nombre d'enfants depuis plus de cinquante ans.

La fécondité totale a également baissé dans tous les pays nordiques au cours de la même année. Le chiffre de 1,32 enregistré en Finlande est de loin le plus bas.

Selon le Centre des statistiques de la Finlande *Tilastokeskus*, l'indice synthétique de fécondité est le nombre moyen d'enfants qu'une femme mettrait au monde au cours de sa vie si le taux de fécondité restait au niveau de l'année du recensement.

Selon les données préliminaires de *THL*, le taux de natalité a continué à baisser dans tous les autres pays nordiques, à l'exception de la Norvège, l'année dernière. Selon les données préliminaires de *Tilastokeskus*, le taux de fécondité en Finlande était de 1,26 en 2023.

Kaleva/10

### **La plus grande crise de la Finlande**

« À mon avis, la chute du taux de natalité est la plus grande crise de la Finlande », déclare *Juhana Brotherus*, économiste en chef de l'Association finlandaise des entreprises *SY*. Il souligne les différences entre les naissances et les départs à la retraite l'année dernière.

« L'année dernière, un peu plus de 43 000 enfants sont nés et 70 000 personnes ont pris leur retraite. Cela montre clairement que la pyramide démographique est en train de s'effondrer ».

Pour *Brotherus*, l'impact de la baisse du taux de natalité sur l'économie nationale est considérable. L'impact sur le système de retraite est la conséquence la plus évidente.

En Finlande, la diminution de la population entraînerait une nouvelle baisse des prix de nombreux logements. *Brotherus* demande également que l'on prête attention à l'aspect de la politique de sécurité.

Comment les taux de natalité pourraient-ils être influencés du point de vue d'un économiste ? *Brotherus* est assez prudent quant à l'idée que de petites incitations de l'État puissent faire une différence significative sur les taux de natalité. Il s'agit d'un changement global majeur dans la reproduction.

« Mais des incitations bien ciblées à avoir des enfants sont également nécessaires », déclare *Brotherus*. « Il faut faciliter la formation de couples. Une relation est généralement une condition préalable pour avoir des enfants ». Il estime que les incitations devraient être ciblées sur le début de la relation et la naissance du premier enfant.

Aujourd'hui, plus de la moitié des ménages avec enfants ont une mère titulaire d'un diplôme universitaire, tandis qu'une femme sur cinq âgée de 40 à 49 ans est sans enfant et 30 % des hommes de la même tranche d'âge. Plus le niveau d'éducation est bas, plus l'incidence de l'infertilité est élevée.

Selon Brotherus, il est essentiel de reconnaître que la baisse de la fécondité est un phénomène mondial. L'une des raisons peut être l'augmentation générale de la prospérité, mais il y en a beaucoup d'autres. Entre autres raisons, Brotherus lui-même souligne l'importance des technologies de loisirs et de divertissement. En tant qu'économiste, il parle du « coût d'opportunité de faire des enfants ».

HS/A14